

PRÉFECTURE des CÔTES-du-NORD

Direction des Actions de l'Etat

3ème Bureau
Urbanisme et Cadre de Vie

AP/JP

Arrêté
Modificatif

ARRÊTÉ

Le Préfet,
Commissaire de la République
du département des Côtes-du-Nord,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

*Proposition de
06/02/84
→ 07/05/84*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de ladite loi, notamment ses articles 20 et 18 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 7 février 1984 imposant, à titre transitoire, des prescriptions complémentaires pour le fonctionnement des piscicultures exploitées par M. Yves PHILIPPE, pour partie au "Moulin de la Roche" en TREMUSON et pour partie au "Moulin du Pré-Aly" en PLOUFRAGAN ;
- VU les deux dossiers présentés le 14 juin 1984 par M. PHILIPPE pour la régularisation administrative des installations situées au Moulin de la Roche en TREMUSON et au Moulin du Pré-Aly en PLOUFRAGAN ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 juillet 1984 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa réunion du 27 juillet 1984 ;
- VU la consultation du 13 juillet 1984 du demandeur en application de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;
- CONSIDERANT que la décision qui sera prise au terme de l'instruction des deux demandes conditionnera la poursuite de l'exploitation, notamment en ce qui concerne le niveau de production pour chacune des installations ;
- SUR la proposition de M. le Secrétaire Général des Côtes-du-Nord,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - La prescription de l'article 1 b de l'arrêté préfectoral du 7 février 1984 susvisé est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

"b) la production annuelle de l'ensemble ne pourra excéder la production antérieure au 14 juin 1984, date du dépôt des dossiers de régularisation, à savoir :

- 35 T pour la pisciculture du "Pré-Aly" en PLOUFRAGAN,
- 125 T pour celle du "Moulin de la Roche" en TREMUSON.

ARTICLE 2 - Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 février 1984 restent applicables.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général des Côtes-du-Nord,
M. le Maire de TREMUSON,
M. le Maire de PLOUFRAGAN,
M. le Directeur Départemental des Services Vétérinaires,
Inspecteur des Installations Classées,
M. le Directeur Départemental de l'Agriculture,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Yves PHILIPPE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 28 AOUT 1984



Le COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE,
POUR LE COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
Le Commissaire Adjoint
de la République délégué

Marinus HONNART